



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La réussite scolaire : une volonté politique

Une fois encore, le [rapport annuel de l'OCDE « Regards sur l'éducation 2016 »](#), publié le 15 septembre, rappelle que la France investit moins dans l'école primaire que la moyenne des pays de l'OCDE.

Cela confirme une [note de France Stratégie](#), organisme placé auprès du Premier ministre, publiée en mai dernier. Celle-ci montrait que le budget de l'école primaire est aujourd'hui de 28% inférieur au budget moyen de onze pays comparables au nôtre, qui réussissent bien mieux en termes de performance globale du système éducatif mais surtout en termes de lutte contre les inégalités.

Et l'on comprend bien pourquoi : ce retard budgétaire structurel impose à notre pays des classes aux effectifs plus chargés qu'ailleurs, tout particulièrement en éducation prioritaire, et des salaires, après 15 ans de carrière, encore largement en dessous de la moyenne des pays de l'Union européenne.

À l'horizon de dix ans, *France Stratégie* indiquait que l'effort à fournir pour atteindre le niveau de ces onze pays serait de dix milliards d'euros (référence 2015), de la moitié pour atteindre le niveau moyen de l'OCDE. Comblé cet écart tout de suite conduirait à augmenter le budget du premier degré d'environ 3,5 milliards d'euros. L'État a su trouver rapidement des sommes bien plus importantes. Il a, par exemple,

reversé 48 milliards aux entreprises depuis 2013 par le biais du CICE pour un effet pratiquement nul sur les créations d'emplois. Par ailleurs, chaque année, le poids de l'évasion fiscale est estimé entre 60 et 80 milliards d'euros. Pour mémoire, l'augmentation au budget 2016 a été, pour le premier degré, d'environ 400 millions d'euros en incluant le schéma d'emploi et les mesures catégorielles.

Augmenter le budget pour que tous les élèves réussissent est donc un choix politique. À l'occasion de la campagne électorale qui s'ouvre, le SNUipp-FSU et les personnels comptent bien le rappeler à celles et ceux qui veulent supprimer des moyens, comme à celles et ceux qui prétendent que l'on ne pourrait faire mieux. D'autant qu'un tel investissement dans l'éducation aurait, selon *France Stratégie*, un effet positif sur la croissance.

Paris, le 16 septembre 2016